



**Note d'Analyse - ADI - N°3**, Novembre 2014

## **Peut-on parler d'émergence d'une classe moyenne en Afrique ?**

Foly Ananou<sup>1</sup>

### **Résumé :**

La dynamique économique actuelle de l'Afrique entraîne des transformations de sa structure sociale avec l'émergence d'une classe intermédiaire qui devrait accompagner le processus de développement du continent. L'émergence de cette classe pourra engendrer une hausse significative et diversifiée de la demande, le développement du secteur financier, l'urbanisation et une demande plus forte d'institutions démocratiques. Cependant, sur la base des données disponibles, notre analyse indique que cette classe ne porte pas encore les propriétés qui feraient d'elle l'un des moteurs du développement de l'Afrique, en lien avec les retombés limitées de la croissance.

Si pour l'heure, cette classe intermédiaire n'est pas assimilable à la classe moyenne avec les propriétés qui lui sont imputées ; elle est néanmoins semblable à une société consumériste dont les besoins ne cessent de croître et de se diversifier. C'est certainement cette dynamique qui va lui permettre de se muter et de s'approprier ces propriétés afin de contribuer pleinement au développement de l'Afrique.

---

<sup>1</sup> Ingénieur Statisticien Economiste. Responsable de la Rubrique Analyse Economique de L'Afrique des Idées.

## Sommaire

1. Introduction.....	1
2. Quel est l'enjeu des classes moyennes pour l'Afrique ? .....	1
3. Qui constitue alors cette classe moyenne africaine ? .....	3
4. Quels impacts sur l'environnement socio-économique? .....	5
5. Conclusion.....	7



## 1. Introduction

Le FMI et la Banque Mondiale, dans leur rapport annuel sur les perspectives économiques mondiales, mettent en avant l'importance des classes moyennes dans la dynamique de croissance de l'Afrique. Cet intérêt pour les classes moyennes d'Afrique semble au cœur de tous les travaux portant sur le développement de l'Afrique, que ce soit au niveau des discours des bailleurs classiques de l'Afrique, de ses nouveaux partenaires et même au niveau des cabinets d'affaires. La plupart de ces études, dont une du FMI, souligne l'émergence d'une certaine catégorie d'individus avec des revenus bien supérieurs au seuil de pauvreté, leur permettant de subvenir à leurs besoins et de dégager des ressources à investir. Une synergie qui est confirmée par les dynamiques en cours dans de nombreux pays africains : aspiration à l'émergence, focus et plan d'actions pour une éducation et des services de santé de meilleure qualité... et qui donne une certaine réalité à cette notion de « classe moyenne africaine ». Il est donc lieu de porter un regard sur cet objet, perçu aujourd'hui comme un acquis pour le continent mais aussi et surtout parce qu'il est censé produire des effets sur le développement économique et sur les régimes politiques en Afrique.

## 2. Quel est l'enjeu des classes moyennes pour l'Afrique ?

Le concept de classe moyenne en Afrique n'est pas récent, mais son importance

comme moteur de développement est de notre millénaire - les institutions de Bretton Woods ont été les premières à souligné l'émergence d'une classe intermédiaire dans la dynamique des économies africaines. Déjà à l'époque coloniale<sup>2</sup>, le concept existait avec ce qui était dénommé « auxiliaires indigènes du colonisateur ». Aujourd'hui, il occupe une place importante dans le discours des bailleurs de fonds.

Fruit de l'afro-optimisme contemporain, le concept prend racine dans une prédiction de la théorie économique qui stipule que la croissance économique entraîne une croissance des revenus et donc de la consommation, puis des investissements productifs qui, eux-mêmes sont favorables à la croissance économique. Un tel mécanisme suppose donc qu'une partie de la population profite suffisamment de la croissance économique, en ayant accès à un niveau de revenu lui permettant de sortir de sa situation de pauvreté. Cette évolution de la structure sociale sera suivie par une modification des comportements. La consommation ne se limitera plus à la couverture des besoins de base ; elle s'étendra aux activités de loisir, permettant de renforcer l'activité économique en incitant à l'industrialisation et à une diversification du tissu économique.

---

<sup>2</sup> Dans une publication du CERI (Centre d'Etudes et de Recherches Internationales de Sciences PO), Romain Bertrand indiquait que le colonisateur gouvernait par l'intermédiaire de ces auxiliaires dont il confortait la puissance et la position dans la société. Ils étaient les ponts entre les deux sociétés (les aristocrates que sont les colonisateurs et les prolétaires que constituent les colonisés)



Ces changements de comportements peuvent aussi affecter la sphère politique. Les classes dites moyennes ayant accès à termes à l'information, à l'éducation, pourront ainsi se construire une expérience suffisante sur la base des pratiques observées dans d'autres pays. Tout ceci, leur donnant les moyens de participer activement au débat politique, et par voie de conséquence, de contribuer effectivement au processus de démocratisation. Par ailleurs, l'accumulation de connaissances et d'expériences importées d'ailleurs se traduira par l'émergence de l'individualisme - signe de l'émancipation des individus par rapport aux pratiques traditionnelles et aux principes de la solidarité. En fait, il ne s'agit là que d'une caricature de ce qui est considéré comme classe moyenne dans les pays développés et dans une moindre mesure de la vision qu'ont les principaux bailleurs de fonds de l'Afrique et qui justifie l'intérêt qu'ils portent à l'émergence de classes moyennes en Afrique.

Dès le début du 21<sup>ème</sup> siècle, l'Afrique a amorcé une dynamique caractérisée par un désendettement significatif<sup>3</sup>, une réduction des déficits budgétaires, accompagnés d'une croissance moyenne de plus de 5% du PIB, selon le FMI. Certains pays se sont particulièrement démarqués, au point de constituer plus de 60% des revenus annuels du continent (Afrique du Sud, Nigéria, Maroc, Tunisie, Egypte, Algérie, ...). Cette em-

bellie de la situation économique est portée par tous les pays du continent quel que soit leur profil - riche en ressources naturelles ou non, diversifiée ou non, etc. Le revenu par tête est dès lors passé de 800 USD dans les années 2000 à quelques 2 500 USD en 2013, de sorte que la consommation privée a fortement progressé entre 1980 et 2010.

Cette augmentation provient à la fois du ralentissement de la croissance démographique mais aussi de la progression rapide des économies africaines. Ces chiffres permettent de projeter l'Afrique comme un « Géant » porté par une population de plus en plus riche, à l'instar de la Chine, de l'Inde ou du Brésil. Il en résulte donc une tentative de transposer en Afrique les concepts d'émergence, au point de parler d'« African King Lions » par allusion « au Dragons et Tigres Asiatiques ». Ainsi, les principales institutions financières, pilotes de l'aide au développement, assurent que cette dynamique a engendré l'évolution de la société africaine<sup>4</sup> (en lien avec l'évolution démographique, l'ouverture des marchés africains, les processus d'intégration en cours sur le continent, l'impact des médias<sup>5</sup>, le rôle de la diaspora et la consolidation de nouveaux partenariats, notamment asiatiques ou arabes) de sorte qu'elle puisse soutenir de façon pérenne les performances macroéconomiques du continent. Un discours qui

---

<sup>4</sup>

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/12/pdf/fd1211f.pdf>

<sup>5</sup> Consulter l'article de Georges sur l'impact des médias sur le développement

---

<sup>3</sup> Dans le cadre des PPTÉ



est à fortement relativiser, car ces conclusions reposent sur des chiffres agrégés qui ne rendent pas compte de la situation individuelle. C'est d'ailleurs l'enjeu du débat actuel sur la croissance inclusive.

Si l'on ne peut réfuter le rôle qu'on prête à la classe moyenne tel que observée dans les pays développés ou émergents, il est néanmoins nécessaire d'être prudent quant à son importance en Afrique. Au-delà du fait que l'appartenance aux classes moyennes repose sur des considérations monétaires et relatives au coût de la vie, ne permettant pas d'en donner une définition universellement acceptée ; l'Afrique présente des particularités qui rendent presque impossible la projection de l'image des classes moyennes dans les pays développés sur le continent. En effet, le secteur informel occupe une place importante dans l'activité économique dans les pays africains et occupe les populations les plus modestes, de sorte qu'il n'est pas donné de déterminer de façon strictement objective une frontière entre situation de pauvreté et sortie de pauvreté. Cette pauvreté qui s'accompagne encore de situation de précarité et de vulnérabilité, occupe encore une place importante dans l'environnement socio-économique du continent. Si des stratégies de développement existent dans tous

les pays du continent, notamment dans le cadre des OMD, leur mise en œuvre et les résultats qu'elles fournissent ne sont pas très convaincants. Par ailleurs, le processus de démocratisation en Afrique n'est réduit qu'à la tenue régulière (mais très polémique) d'élections sans un réel changement dans les régimes ni dans le dialogue politique.

Si une chose est certaine, c'est que la dynamique socio-économique du continent a induit l'émergence et l'évolution de nouveaux groupes sociaux avec une influence presque sûre sur l'évolution de la société africaine.

### 3. Qui constitue alors cette classe moyenne africaine ?

Avant toute chose, il faut préciser que le concept de classe moyenne est indécis et incertain dans les sciences sociales. Selon Chauvel, il n'est que l'un de ces concepts sans origine connue ni définition mais dont la popularité vient du fait que leur imprécision permet de dire tout et son contraire. La définition la plus connue et la plus commune repose sur deux critères : celui du revenu et de la profession. En Afrique, son utilisation est assez récente et il serait difficile d'en fournir une définition précise. L'un des travaux les plus élaborés sur le sujet est un rapport de la Banque Africaine de Développement. Elle identifie 3 catégories de classes moyennes :

une catégorie dite flottante car regroupant les personnes à peine sortie de la précarité. Il s'agit de personnes dont le revenu journal-

<sup>6</sup> Selon la BAD, appartient à la classe moyenne en Afrique toute personne dont les dépenses sont comprises entre 2 USD et 20 USD PPA par jour alors qu'en France, sera considéré comme individu de la classe moyenne une personne dont le revenu mensuel (hors impôts et prestations sociales) se situent entre 1 163 et 2 127EUR.



lier est compris entre 2 et 4 USD (en parité du pouvoir d'achat 2005). Ce ne sont là que des personnes qui se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté et qui pourraient donc replonger dans une situation de pauvreté à la survenue d'un évènement critique comme une perte d'emploi, une forte inflation, une augmentation non anticipée des cours internationaux de produits alimentaires importés ou encore une catastrophe naturelle. Cette classe constituait en 2010 près de 20% de la population (contre 10% en 1980) et représente plus de 50% de la classe moyenne dans sa globalité (selon les critères de la BAD) ;

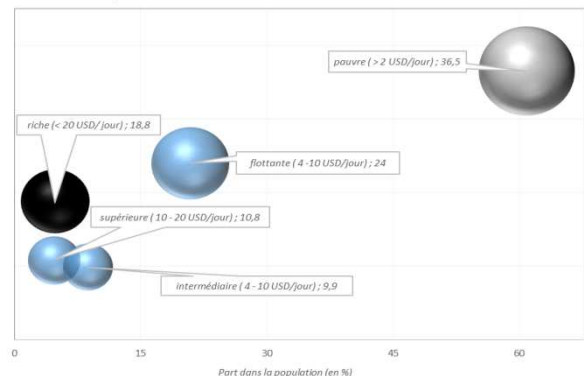
un groupe intermédiaire qui regroupe toutes les personnes qui ne courent plus le risque de retomber dans une situation de pauvreté et dont le revenu journalier est situé dans une fourchette de 4 à 10 USD (PPA 2005). Il s'agit de personnes pouvant prétendre à élargir leur panier de biens au-delà des biens alimentaires de base ;

puis le groupe supérieur (gracieusement nommé Africa First) auquel appartient toutes les personnes ayant un revenu journalier supérieur compris entre 10 USD et 20 USD (PPA 2005). Il s'agit principalement des investisseurs locaux ou des entrepreneurs, des hommes d'affaires qui prennent activement part au fonctionnement de l'économie et qui ont tout intérêt à la préservation d'un environnement stable aussi bien sur le plan politique, sécuritaire que sur les principaux indicateurs de performance économique.

Ce groupe ne représente toutefois que 4% de la population totale en 2010.

Pour les individus dont le revenu journalier est au-delà de 20 USD (PPA 2005), la BAD les classe dans une classe des riches. Elle regroupe les quelques millions de nouveaux riches africains, à qui profite le développement du secteur minier et extractive, des télécommunications ou de l'agroalimentaire et dont quelques-uns se retrouvent au classement Forbes des milliardaires : les diamantaires d'Afrique du sud, les barons nigériens du pétrole ou de l'agro-alimentaire, etc.

Classes sociales en Afrique par catégorie de revenu (en %) et part dans la population (en %) Taille des bulles = poids dans le revenu



Cette structuration manque toutefois de révéler la persistance des inégalités. D'après les données de la BAD (graphique ci-dessus) les trois catégories (intermédiaire, supérieure et possédante) qui ne représentent que 19% de la population se partagent près de 40% des revenus alors que la classe flottante et les pauvres qui comptent pour 81% de la population disposent de 60% des revenus. Selon the African Progress Panel (2012), 24 sur les 53 pays africains sont plus inégalitaires



que la Chine : l'indice de Gini<sup>7</sup> au Mozambique, au Kenya ou en Zambie se situe dans une fourchette de 0,45 à 0,55. En Afrique du Sud, au Botswana ou au Lesotho, cet indicateur affiche des résultats supérieurs à 0,6.

A ces groupes, s'ajoute la diaspora. Selon les travaux de Boateng sur le Ghana, la diaspora peut être considérée comme appartenant à la classe moyenne. En effet, les membres de la diaspora qu'ils soient employés avec des revenus stables ou appartenant à la classe flottante dans leur pays d'accueil, occupent dans leur pays d'origine un statut assez proche de la classe moyenne dans la mesure où leurs modes de consommation et autres aspirations influencent significativement les populations sur place.

Les déterminants de cette dynamique sociale sont toutefois assez hétéroclites suivant les pays<sup>8</sup>. Si au Nigéria, elle a été portée par l'activité pétrolière ; au Ghana ou au Cap Vert la classe moyenne s'appuie sur les transferts des migrants. Au Cameroun ou au Niger, l'entrée dans la classe moyenne est définie par la capacité à entreprendre alors qu'au Gabon, elle est assurée par l'accession à un emploi dans la fonction publique. En Afrique du sud, elle a été propulsée par les mesures postapartheid du Black Economic Empowerment.

<sup>7</sup> L'indice de Gini mesure les inégalités dans la distribution des revenus. Il varie entre 0 et 1 de sorte que le 0 indique une égalité dans la distribution alors que le 1 exprime l'inégalité parfaite.

<sup>8</sup> BAD (2011). The Middle of the Pyramid : dynamics of the Middle Class in Africa.

Il est évident qu'entre extrême richesse et pauvreté, il existe sur le continent un groupe intermédiaire qui tend à prendre forme de plus en plus, indiquant que les performances économiques créent des opportunités pour les populations permettant de faire sortir durablement une partie de la population de la pauvreté. Cet impact reste cependant très faible ; quand l'on considère que seulement 14% de la population africaine, en 2010, pouvait être considéré comme non vulnérable à la pauvreté. Ainsi la place importante qu'occupe ladite classe moyenne dans les perspectives économiques du continent est à relativiser. Elle ne serait pas suffisamment importante et représente moins du quart du revenu du continent, pour impacter significativement l'activité économique du continent.

#### 4. Quels impacts sur l'environnement socio-économique ?

L'une des raisons qui fait que la classe moyenne est considérée comme un moteur de développement est le fait qu'elle permet la formation d'un marché intérieur, qui deviendra le socle de la croissance. Des signes de la croissance de la demande intérieure en lien avec l'émergence de classes moyennes sur le continent sont déjà perceptibles, notamment dans le secteur des télécommunications et de l'automobile.

Selon les données de la Banque Mondiale, 467 millions de personnes en Afrique subsaharienne avaient accès au téléphone por-



table en 2011 ; 1,8 millions avaient accès à internet en 2011 et près d'une vingtaine de millions disposaient d'une voiture particulière en 2007. Une étude de McKinsey<sup>9</sup> indique que d'ici 2015 le nombre de demandeurs de biens de base s'accroîtrait de 221 millions consommateurs. Proparco renforce cette position du cabinet McKinsey en précisant qu'à l'horizon 2020, au moins 132 millions de ces consommateurs seraient solvables avec une dépense annuelle de 584 milliards USD. En 2040, ce nombre sera porté à 243 millions sur une population de 1,2 milliard d'habitants, représentant un marché de 1 750 milliards USD.

Ainsi d'ici 2040, la classe moyenne, que constituent ces consommateurs solvables, dépenserait plus que les 300 millions de chinois connectés à internet et dont la dépense atteint 1 400 milliards USD par an. Cela justifie l'intérêt des multinationales étrangères qui définissent d'ores et déjà des stratégies pour se positionner en Afrique. Certaines font déjà une bonne partie de leur chiffre d'affaires sur le marché africain. On peut citer dans ce registre Nestlé, Danone, Bic, Corsair, Air France, Walmart. Les centres commerciaux pointent aussi leur tête. On en retrouve dans toutes les grandes capitales africaines (Dakar, Abidjan, Lagos, Cape Town). Un processus qui s'accompagne du développement du secteur bancaire et de l'immobilier. Les produits bancaires de plus

en plus imaginatifs sont offerts, notamment pour soutenir la consommation.

L'autre aspect qui suscite un intérêt pour l'émergence des classes moyennes est son implication potentielle dans le processus de démocratisation. On considère que ce groupe, porté par son éducation faisant croître ses attentes, sa volonté de participer aux activités citoyennes constitue un levier pouvant provoquer le changement institutionnel. Une position qu'il convient de considérer avec prudence dans le cas africain dans la mesure où la classe moyenne africaine semble plutôt montrer une certaine apathie face au pouvoir politique, et trouverait plutôt son intérêt dans le statu quo. Devant la dévalorisation de l'Etat ou dans les situations conflictuelles, la classe moyenne en Afrique préfère jouer la carte de l'ignorance. De fait, ces classes intermédiaires aspirent à s'émanciper de la société traditionnelle africaine, sur fond de références empruntées au mode de vie occidental. C'est d'ailleurs cette émancipation qui incarne les valeurs d'une société orientées vers la compétitivité, la bonne gouvernance, les droits humains, l'éducation et plus généralement la recherche, et qui pourrait en faire un moteur induisant des changements structurels dans l'environnement socio-économique.

Ce processus apparaît plutôt complexe dans le contexte africain. Selon une étude

<sup>9</sup> McKinsey. *Africa's path to growth : sector by sector*





de Marie A. (1997)<sup>10</sup>, les membres de la classe moyenne africaine sont pris en tenaille entre leurs aspirations à la modernité urbaine, l'individualisme, d'une part, et la pression de leur communauté, régie par l'entraide et les obligations, d'autre part. Cette dernière pression est encore plus forte en période de crise d'autant plus que la solidarité est la seule forme de protection sociale et de redistribution des revenus, qui semble efficace dans les sociétés africaines. Pour ceux qui arrivent toutefois à créer une scission d'avec leur communauté, ils doivent se réfugier dans de nouvelles formes de solidarité (églises dites de réveil, les associations, etc.), qui permettent d'entretenir un réseau autour d'actions philanthropiques et de promotion individuelle mais comportent aussi leur part d'obligations. C'est dans l'approfondissement de ce processus d'émancipation que les membres de la classe moyenne pourraient donc procéder à des changements structurels de comportements. L'objectif est de se déconnecter de ce système oppressant qui empêche l'individu de se constituer un patrimoine éducatif, financier ou culturel, nécessaire pour impulser un changement dans l'environnement socio-économique.

## 5. Conclusion

Il est encore tôt pour se prononcer en faveur d'un rôle décisif de la classe moyenne africaine. Une chose évidente est qu'un cercle

économique se met en place sur le continent : une société consumériste se forme, l'immobilier prend du poil de la bête et la bancarisation suit. Cela ne suffit pas cependant pour impulser des changements dans la mesure où cette classe d'individus cherche à se conforter et s'orienter vers les valeurs qui pourraient garantir pleinement son rôle en tant que facteur structurant. La classe moyenne africaine n'est à ce stade consistée que d'individus qui cherchent à s'éloigner de la situation de précarité mais chargés d'aspirations, et est donc par voie de conséquence porteuse de revendications. Elle jouera certainement un rôle décisif dans le processus de développement, à termes. Ceci passera tout d'abord par l'émancipation vis-à-vis de l'ordre traditionnel puis s'attachera à la construction d'un Etat capable de compenser la perte de sécurité issue de la disparition des formes traditionnelles de protection sociale.

---

<sup>10</sup> Marie Alain, 1997. *L'Afrique des individus*. Khartala, Paris



## Références

- African Progress Panel (2012). Jobs, Justice and Equity : seizing opportunities in times and global change. African Progress Report 2012
- BAD (2011). The Middle of the Pyramid : dynamics of the Middle Class in Africa.
- Nana Boateng et al. (2005). The middle classes and their role in national development. CDD/ODI Policy Brief, n°3.
- Estearly W. (2001). The middle class consensus and economic development. Journal of Economic Growth VI.
- IMF (2011). La transformation de l'Afrique : La montée de la classe moyenne. Finances & Développement, Décembre 2011 vol. 48 n°4. IMF
- Louis Chauvel (2005). La déstabilisation des classes moyennes.
- Marie Alain (1997). L'Afrique des individus.
- McKinsey & Company (2010). Africa's path to growth : sector by sector
- Pierre Jacquemot (2012). Afrique contemporaine : les classes moyennes en Afrique.
- Romain Bertrand (2008). Politiques du moment colonial : historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en situation coloniale. Question de recherche / Research in question, Octobre 2008 n°26. Centre d'études et de recherches internationales. Sciences Po.
- World Bank (2007). Global Economic Prospect : Annex for sub-saharan Africa.